

4 Économie

Crime contre les éléphants et conflit Homme-faune Dilemme d'un arrière-pays menacé de famine

LE kilogramme d'ivoire est aujourd'hui vendu à 1 million de francs sur les différents marchés asiatiques. D'où l'augmentation de la criminalité internationale contre les pachydermes. Au

lendemain du discours du président de la République, Ali Bongo Ondimba, aux travaux du Groupe consultatif à Londres appelant à une action internationale concertée pour la protection des éléphants contre les

réseaux criminels de la faune, le quotidien l'Union revient sur le leadership du Gabon en la matière, les actions nationales et internationales posées par les plus autorités, les expériences pour préserver les plan-

tations et l'urgence du gouvernement à trouver des solutions aux plantations saccagées, afin d'éviter un risque certain de famine chez les habitants des zones rurales.

" Opération Nzock ", contre les réseaux mafieux

Innocent M'BADOUUMA
Libreville/Gabon

LORS des travaux du groupe consultatif international sur la protection des éléphants et la criminalité faunique, le président de la République Ali Bongo Ondimba l'a mentionné dans son allocution. En dépit du faible appui financier de la communauté internationale, le Gabon, qui abrite, aujourd'hui, 60 % de la population des éléphants de forêt, a posé des actions d'envergure en phase avec sa politique

de tolérance zéro contre les braconniers et trafiquants d'ivoire, même dans les zones forestières difficiles d'accès. Le 1er novembre 2017, par exemple, suite à " l'opération Nzock " (éléphants en Kwélé et Fang), les administrations gabonaises (ANPN, AGEOS, ministères de la Défense nationale et de la Justice) ont démantelé, en collaboration avec Interpol et le renseignement français (Direction générale de la sécurité extérieure), un réseau de trafiquants d'ivoire. Le cerveau de la bande, Abdoulaye Mohamoud Ibrahim et huit de ses



Photo : DR

Nairobi, 30 avril 2016. Ali Bongo Ondimba invité par les autorités kenyanes, met le feu à un bucher d'ivoire butin des trafiquants.

complices sont pris dans les mailles du filet. Le financier du réseau, "Wangué", en cavale, est finalement tombé entre

les mains de l'administration. Laquelle indique que ce réseau s'étend sur l'ensemble de notre territoire, dans des zones

reculées des neuf provinces et au-delà des frontières nationales. En 2017, les statistiques font état de 6 tonnes et 355 kg d'ivoire pesant entre 2 et 35 kg et 48 pointes entières vendues et acheminées vers le Cameroun et l'Afrique de l'ouest. Le montant des transactions était évalué à la somme de 173 millions de francs. Certes, la lutte n'est pas terminée avec l'arrestation de ce gang. Les trafiquants d'ivoire restent toujours une menace pour la sécurité intérieure. Selon l'Agence nationale pour la protection de la nature (ANPN),

l'analyse des données des téléphones et ordinateurs portables de ce réseau mafieux aurait révélé leur lien avec Boko Haram. « Nous menons une guerre contre le trafic illégal de nos ressources naturelles. Nous devons gagner cette guerre au risque de perdre le contrôle de notre pays et de notre destinée », avait dit Ali Bongo Ondimba. A côté de cette opération, on note les plaidoyers internationaux du chef de l'État comme ce fut le cas le 25 octobre 2017, à l'invitation de Son Altesse Royale le Prince Charles, prince de Galles.

Difficile gestion du conflit homme-faune

Éléphants ou hommes : le dilemme du gouvernement

I.M'B.
Libreville/Gabon

LA sauvegarde des éléphants devient un problème pour les populations gabonaises en zone rurale. En septembre 2018, à Mayumba, la députée Angélique Ngoma a invité à l'action Théophile Ogandaga, P-dg de la Sotrader (Société de

transformation et de développement rural), sur l'effet dévastateur des éléphants sur les plantations des villageois. « Il faut trouver une solution car, le problème devient récurrent », a-t-elle déclaré lors d'une récente rencontre entre les coopérateurs et le patron de la Sotrader. Dans le département de l'Ivindo (Makokou), les superficies cultivées sont saccagées et dévastées par les pachydermes. La

Sotrader a même déploré des pertes agricoles estimées à plusieurs dizaines de tonnes de manioc et de bananes. Sur les marchés municipaux de Mbolo et du Quartier-central, le manioc, aliment de base, devient rare. Dans la Ngounié, le désastre des éléphants est aussi à déplorer. Bref, tout le Gabon est sous pression des éléphants. Principale source de revenu pour les populations, les plantations dé-

vastées privent les paysans de l'argent nécessaire à l'achat du minimum vital : pétrole lampant, sel, règlement des frais de scolarité des enfants, ordonnances médicales, etc. Dans les régions comme La Lopé, des villages entiers se sont éteints : la pression des éléphants devenant intenable, les habitants ont préféré abandonner les villages aux éléphants qu'ils estiment plus protégés que les êtres humains.

Sollicité par les populations, le gouvernement n'a jamais apporté de réponses justes, encore moins dédommagé les cultivateurs aujourd'hui agacés. Le débat s'est même invité dans la campagne présidentielle de 2016 et, même, dans les législatives et locales en cours. Face aux atermoiements du gouvernement à apporter des réponses adé-

quates, il faut craindre que les tensions issues du conflit homme-faune ne s'enveniment progressivement, et que l'adhésion à la politique de protection de la faune et de la biodiversité du chef de l'Etat ne s'effrite. Le gouvernement a donc intérêt à trouver un équilibre entre la politique de développement durable et le bien-être des populations qu'il a l'obligation de protéger.

Réponse au conflit Homme-faune

Les clôtures électriques ou barbelés

I.M'B.
Libreville/Gabon

AVEC les éléphants qui se rapprochent trop souvent des habitations et des zones cultivables, la protec-

tion des plantations agricoles, industrielles ou non devient une préoccupation pour l'administration. Pour protéger les palmeraies de Mandji, la multinationale Olam Palm a construit une muraille de barbelés, sans pour autant entraver les corridors forestiers de mi-

gration des pachydermes. Conséquence, les plantations de Mandji poussent sans problème, et les éléphants qui avaient commencé à développer des appétits pour les jeunes palmiers, y ont renoncé. En juin 2018, les agents de l'ANPN ont expérimenté

une clôture électrique dans la région de Ntang-Louli (Makokou). Selon toute vraisemblance, les populations ne se plaignent plus pour l'instant, et l'observation continue. Apparemment, les barbelés ont contraint les éléphants à respecter les palmeraies de

la multinationale Olam. Mais, pourra-t-on ériger des barrières autour de toutes les plantations du Gabon ? Certaines Organisations non gouvernementales (ONG) envisagent de creuser des fosses autour des plantations, comme aux

temps anciens. Par contre, les solutions précédemment préconisées, comme suspendre ou tirer des balles à poudre de piment, ériger des grillages bruyants de canettes vides n'ont pas prouvé leur efficacité.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 18/10/2018	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1530	1USD =	568,913	1 USD	591,499	CAC 40	18/10/2018	5 153,73
		CAD	1,4957	1CAD =	438,562	1 CAD	472,319	DOW JONES	18/10/2018	25 609,92
		JPY	129,4300	1JPY =	5,068	100 JPY	535,399			
		GBP	0,8795	1GBP =	745,872	1 GBP	799,148			
		CHF	1,1453	1CHF =	572,738	100 CHF	61 567,03			
		ZAR	16,4471	1ZAR =	39,883	100 ZAR	4 221,23			
		MAD	10,9144	1MAD =	60,100	1 MAD	63,47			
		CNY	7,9887	1CNY =	82,111	1CNY	84,57			
		KES	116,5300	1KES =	5,629	1KES	5,80			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
18 Octobre 2018: **80,60**

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>